

*Pouvoir d'emprunt*

coupe les dépenses. Comme je l'ai dit, monsieur le Président, le public comprend ce genre d'hypocrisie.

Et cette semaine, on a eu le spectacle de l'ancien chef de l'opposition (M. Clark) qui fait campagne encore une fois pour la direction de son parti. Le député de Yellowhead s'est livré à des propos assez invraisemblables. Il propose, monsieur le Président, des dépenses massives pour des maisons, des routes, des quais, des aéroports ainsi que pour d'autres travaux publics, sans indiquer d'aucune façon combien cela va coûter. De plus, en même temps, il suggère que l'on coupe les dépenses dans les domaines suivants: 10,4 millions de dollars pour les frais de représentation. On sait, monsieur le Président, que toutes les compagnies dépendent de l'argent pour ce qu'on appelle «Frais de voyages et de représentation». Il voudrait couper 10 millions de dollars pour les frais de représentation. Au sujet du Centre d'information sur l'unité canadienne, il voudrait couper des dépenses pour un montant de 25,5 millions de dollars, sans reconnaître qu'une coupure a déjà été effectuée dans le budget de ce centre cette année; de plus, il suggère que l'on coupe 50 millions de dollars dans le coût des photocopies du gouvernement. Bien entendu, je n'ai pas vérifié si ce montant est exact. Je laisserai au député de Yellowhead le soin de compter justement le nombre de trombones et de feuilles de papier qu'on utilise au gouvernement.

• (1530)

*[Traduction]*

Monsieur le Président, je me réjouis que le député de Capilano (M. Huntington) soit présent. Ce matin, il a notamment demandé au député de Restigouche (M. Harquail) s'il disposait de chiffres à propos des mouvements de trésorerie, alléguant qu'il n'en avait vraisemblablement aucun. En lisant les propos que le ministre des Finances (M. Lalonde) a tenus lorsqu'il a inauguré le débat, j'ai remarqué qu'il avait dit que le gouvernement avait besoin de 26 milliards de dollars. Dans le hansard du 17 février à la page 22920, le ministre déclare que la dette publique du gouvernement allait augmenter en moyenne de 2 milliards de dollars par mois. Il signale que certains emprunts arrivent à échéance et qu'ils doivent être refinancés chaque semaine, y compris quelque 1.25 milliard de dollars de bons du Trésor. Il insiste ensuite sur l'importance de disposer du pouvoir d'emprunt supplémentaire qu'il demande, précisant même à la page 22920:

... étant donné l'importance des opérations financières que je viens de mentionner, il est évident qu'une réduction de quelques points de pourcentage peut se traduire par des économies considérables. Comme le principal objectif de la gestion de la dette est de minimiser les frais de la dette publique, il est important que le programme d'emprunt puisse être planifié et exécuté de façon ordonnée et efficace, et que le gouvernement puisse avoir les moyens de profiter des possibilités de financement avantageuses. Il est manifestement nécessaire de disposer d'un pouvoir d'emprunt adéquat pour atteindre cet objectif.

Si le député de Capilano voulait s'informer au sujet des mouvements de trésorerie, la réponse qu'il cherchait se trouvait manifestement dans l'exposé du ministre des Finances.

**M. le vice-président:** Le député de Capilano (M. Huntington) demande à poser une question au secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Berger).

**M. Huntington:** Monsieur le Président, on pourra peut-être répondre à ma question en quelques mots. Je remercie l'honorable secrétaire parlementaire de son intervention en réponse à

la question que j'ai posée au député de Restigouche (M. Harquail) concernant les liquidités. Il est manifeste, d'après la réponse et les explications fournies par l'honorable secrétaire parlementaire que, comme les autres membres du gouvernement, il n'a pas la moindre idée de l'ampleur des mouvements de trésorerie d'un mois à l'autre; autrement, le gouvernement ne serait pas dans un tel pétrin et ses prévisions ne seraient pas si loin de la vérité.

**M. Berger:** Monsieur le Président, je tiens à dire au député que je n'ai pas eu l'occasion de me renseigner auprès du ministre des Finances. Je reconnais que les deux milliards de dollars qui s'ajoutent tous les mois à la dette en souffrance du gouvernement n'est qu'un aspect des besoins en liquidités de celui-ci. Il serait facile d'obtenir réponse à ces questions et ce n'est pas une raison suffisante pour retarder l'étude de ce projet de loi et refuser de l'adopter au plus vite, comme nous le demande le ministre des Finances.

**M. Huntington:** Monsieur le Président, si l'honorable secrétaire parlementaire a raison, et c'est tout à fait possible, je me demande pourquoi les contrôleurs et les vérificateurs généraux du Canada se sont tant inquiétés de ce problème depuis 1976.

**M. Berger:** Monsieur le Président, j'admire le député d'avoir étudié à fond les rapports des contrôleurs généraux et des vérificateurs généraux. Je sais qu'ils ont fait allusion à certaines défaillances dans le système de gestion financière du gouvernement, et celui-ci a pris des mesures pour y remédier. Je demande au député de me communiquer les passages de ces rapports qui portent sur ce problème précis et nous pourrions peut-être en discuter de façon plus approfondie à un autre moment. Je sais que la Chambre est saisie d'un projet de loi, par exemple, qui propose de résoudre certains problèmes relatifs à l'imputabilité des sociétés de la Couronne, question qui intéresse le député, d'après ce que je sais. Je tiens à lui dire qu'il importe d'adopter au plus tôt certaines mesures dont la Chambre est saisie afin de pouvoir régler ces questions une fois pour toutes et disposer ainsi d'une base de départ en vue de résoudre d'autres problèmes auxquels nous nous heurtons tous.

**M. Kilgour:** Monsieur le Président, le total des emprunts contractés par le gouvernement fédéral s'élève jusqu'à présent, et ce à compter de l'exercice financier actuel, à quelque 163 milliards de dollars, à peu de choses près. Le secrétaire parlementaire croit-il que cela entraîne des taux d'intérêt plus élevés ou moins élevés, et quels sont, à l'heure actuelle les effets, d'après lui, des taux d'intérêt élevés sur l'économie, au chapitre de la création de nouveaux emplois? Le secrétaire parlementaire peut-il nous dire aussi, étant donné les circonstances, à combien devrait s'établir le déficit cette année? A ce sujet, M. Sidney Ingerman, professeur de l'université McGill, a déclaré dernièrement que, d'après lui, le déficit devrait atteindre à peu près 35 milliards. A combien devrait-il s'établir, de l'avis du secrétaire parlementaire, compte tenu de la conjoncture actuelle?

**M. Berger:** Monsieur le Président, sauf erreur, le député a établi à 163 milliards de dollars—je ne me souviens pas de ce qu'il a dit exactement—le total des pouvoirs d'emprunt demandés jusqu'ici par le gouvernement. Or nous savons tous que les Canadiens sont de très grands épargnants. Nous savons aussi que la dette du gouvernement national est financée pour une très bonne part au Canada ce qui nous évite les problèmes